

DES OTAGES... *ET DES AUTRES*

LE 27 avril, au cours du débat sur son investiture, M. Pompidou a indiqué qu'en vue d'obtenir le règlement du problème des militaires français disparus ou prisonniers du F.L.N., « le gouvernement a suspendu la libération des prisonniers F.L.N. pour avoir en main un gage solide ».

Cela peut sembler normal quand on oublie que, chaque jour, l'O.A.S. impunément tue quelques dizaines d'Algériens et de Français libéraux, incendie, plastique (la destruction systématique de la maternité du docteur Larribère, à Oran, a duré plusieurs heures), vole de l'argent, des armes, des effets militaires.

Mais on ne peut oublier la timidité des réactions des responsables de l'ordre devant les exactions de l'O.A.S. ni les conditions dans lesquelles s'effectue souvent la libération des prisonniers F.L.N. : transférés en Algérie pour la plupart, sans tenir compte des attaches familiales ou professionnelles qu'ils peuvent avoir en France.

Nous sommes les premiers à souhaiter que les militaires français prisonniers de l'A.L.N. soient libérés mais la bonne manière d'y parvenir n'est pas de prendre des otages. Elle est de respecter les accords passés : de réduire l'O.A.S., d'assurer la libération des prisonniers algériens dans des conditions humaines.

Voici ce que nous apprend la femme — résidant en France — d'un Algérien anciennement détenu à Saint-Martin-de-Ré : « Contrairement à ce qu'on leur avait dit au départ, on ne les a pas libérés... on les a dirigés sur la prison de Barberousse où la majorité des gardiens sont pour l'O.A.S. et ne s'en cachent pas ».

En somme, ce « gage solide » dont parle M. Pompidou, c'est aux mains des gens de l'O.A.S. qu'il le remet. Et l'on comprend que notre correspondante puisse ajouter : « Je crains ce qui peut se passer car les frères sont à bout de nerfs... ». Si par mauvaise volonté ou bêtise, on ne s'attache pas, du côté français, à régler de façon humaine le problème de la libération des prisonniers, qu'on ne vienne pas pleurnicher sur le mauvais vouloir de « ceux d'en face » ni

surtout s'indigner si quelque jour ils perdent patience.

Semblable et différent, le problème des Français frappés pour leur lutte contre la guerre d'Algérie continue malheureusement de se poser. Plusieurs prévenus ont été mis en liberté provisoire. Mais tous les condamnés restent en prison. Certains, comme Ohrant et Coquet, ont été frappés par leurs gardiens (le 22 avril). Des centaines de jeunes hommes restent voués à l'exil ou à la clandestinité pour avoir refusé de faire la guerre au peuple algérien. De Robert Bony à Beuve-Méry et Jules Roy en passant par Pierre-René Wolf et Pierre Brisson, de bonnes âmes s'emploient à intercéder pour Jouhaud, pour Jouhaud qui, avec Salan et quelques autres, fournissent à l'Algérie son bain de sang quotidien. Mais eux, les anticolonialistes français, eux qui ont lutté pour la dignité de l'homme — la nôtre aussi bien — on les oublie. Un Français, libéré de Fresnes, me disait tout à l'heure le peu d'échos rencontrés par ses nombreuses lettres à la presse pendant ses 18 mois de détention. C'est atterrant.

Que les bourgeois veuillent sauver Jouhaud (et, demain, Salan) c'est normal. Mais les autres, ceux qui ne sont pas des bourgeois, ceux qui se placent du côté des travailleurs, qu'attendent-ils pour donner de la voix ? De la voix... et du geste ?

Le régime gaulliste a profité des accords d'Evian pour amnistier les tortionnaires. Malgré l'insistance du G.P.R.A., il n'a rien fait pour les Français anticolonialistes. C'est clair, non ?

Souvenons-nous que « l'on n'obtient que ce que l'on impose ». Souvenons-nous aussi des milliers de punis pour délits politiques et militaires de la guerre d'Indochine, laissés à leur sort et oubliés. L'action entreprise à Lyon sur l'initiative de 18 organisations et commencée par une conférence de presse, une distribution de tracts et une campagne d'inscriptions, est un fait extrêmement positif. A Paris, on s'organise pour en faire autant. Il faut que cela se fasse partout. Il est trop facile

de ne rien faire en se disant que ce qu'on pourrait faire serait inutile.

Albert Roux.

P.S. — A propos, cette proposition de loi des groupes communistes en faveur de l'amnistie aux anticolonialistes français, quand la discute-t-on?

Le Front de Solidarité à la Révolution Algérienne communique :

« A l'appel du Front de Solidarité à la Révolution Algérienne, près d'un demi-millier de personnes ont manifesté pendant une heure autour

de la Santé, le 1^{er} mai 1962.

« Cette manifestation avait pour but d'exiger la libération des Français détenus pour le soutien qu'ils ont apporté à la lutte du peuple algérien, ainsi que l'amnistie pour les déserteurs, les insoumis et les militants poursuivis.

« Quelques minutes après la dislocation de la manifestation, la police est intervenue avec sa brutalité coutumière, frappant plusieurs participants et un journaliste britannique qui photographiait la scène. »